LA LIBERTÉ
Depuis 1913

JOURNAUX CENTENAIRES DU CANADA
CENTENARY NEWSPAPERS OF CANADA

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 101 N° 39 • 21 AU 27 JANVIER 2015
SAINT-BONIFACE

Pêcheurs en voie de disparition



photo : Daniel Bahuaud

Depuis les inondations de 2011, l'état de santé du lac Manitoba va de mal en pis, au point où la pêche commerciale est menacée. « On parle beaucoup du niveau d'eau du lac Manitoba, mais il faut aussi parler de la qualité de l'eau », lance le résident de Saint-Laurent et président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Manitoba, Alain Gaudry (ici en photo).

En effet, des millions de litres d'eau du réseau hydrologique de la rivière Assiniboine ont été versés au fil des années dans le lac, par le biais du canal de dérivation de Portage, introduisant des quantités élevées de phosphates, ainsi que de nouvelles espèces de poissons, comme le brochet, qui ont nuit à la pêche du doré et de la perchaude.

Résultat : des 50 pêcheurs commerciaux de Saint-Laurent en 2011, il n'en reste que six! Les pêcheurs de Saint-Laurent deviennent une espèce menacée. | **Page A7.**

Citation DE LA SEMAINE

« On ne peut pas nier qu'il y a une forte présence d'homophobie dans notre institution. »

La professeure de l'Université de Saint-Boniface en éducation de la jeune enfance, Dominique Arbez regrette les décisions qui ont été prises par l'Association étudiante de l'USB au sujet d'une affiche qui visait à sensibiliser la population universitaire à l'homophobie. Elle espère que l'Alliance allosexuelle-hétérosexuelle saisira l'occasion pour relancer la discussion sur l'homophobie. | **Page A3.**

MENTION SPÉCIALE ***BLUE RIBBON*** POUR LE JOURNAL DE L'ANNÉE AU CONCOURS DES JOURNAUX RÉGIONAUX CANADIENS

Le SOMMAIRE

JEUNESSE

Un rêve pour le Canada de 2064

En août dernier, la Conférence du nouveau Canada avait réuni 100 jeunes à Charlottetown pour réfléchir sur le Canada de demain. Un document qui compile les idées échangées lors de cet évènement vient de paraître.

Camille GRIS ROY
presse1@la-liberte.mb.ca

L'été dernier, 100 jeunes de toutes les provinces et de tous les territoires du pays s'étaient réunis à Charlottetown dans le cadre de la Conférence du nouveau Canada, du 31 août au 3 septembre.

Au même endroit en 1864, les représentants des colonies britanniques de l'Amérique du Nord s'étaient rassemblés pour discuter de la confédération canadienne. 150 ans plus tard, l'esprit de cette conférence de Charlottetown a été recréé par des jeunes âgés de 19 à 24 ans désireux d'échanger sur l'avenir de leur pays.

Le Franco-Manitobain Justin Johnson était parmi les 100 délégués qui participaient à l'évènement. « Je trouvais l'idée de la conférence intéressante parce que ça parlait de vision, de ce qu'on aimerait voir pour l'avenir au Canada, déclare-t-il. Il s'agissait de discuter d'un réel projet de société pour les 50 prochaines années. »

Quelques mois après l'évènement, en décembre 2014, un document de synthèse intitulé ***Recueil d'idées de la Conférence du nouveau Canada : Aspirations pour les cinquante prochaines années de la Confédération***, a été dévoilé (1). Ce recueil fait le point sur les idées échangées à Charlottetown cet été, et vient relancer la discussion partie par les jeunes.

« Ce document, c'est les souhaits de la jeunesse, annonce Justin Johnson. Je crois que ça pourra servir comme outil de référence essentiel pour la jeunesse, et que ça pourra contribuer à inspirer les générations plus jeunes aussi, à donner des idées à mettre en action.

« Surtout à l'approche des élections fédérales de 2015, et du 150e anniversaire de la confédération canadienne en 2017, c'est intéressant de proposer des plans d'action pour le futur. »


photo : Gracieuseté David Pike, Conférence du nouveau Canada

Justin Johnson a participé à la Conférence du nouveau Canada l'été passé et y a fait une présentation sur les Métis de la rivière Rouge.

Des rêves à long-terme

Les thèmes présentés dans le document sont variés, et les idées nombreuses. On y propose par exemple une réforme électorale, et on suggère d'abaisser l'âge du droit de vote à 16 ans. On y parle, entre autres, d'environnement et de ressources naturelles, de système de soins de santé, de nouvelles technologies.

La plupart des souhaits exprimés prendraient des années à se réaliser. « Par exemple, indique Justin Johnson, on propose de construire un train à haute vitesse qui permettrait de facilement voyager d'un bout à l'autre du pays et d'unir les provinces et territoires. Mais c'est un grand rêve qui prendrait des années à se mettre en place. »

Unité

De façon plus large, c'est le rêve d'un pays plus uni qui est ici présenté. Et pour les délégués, la concrétisation de ce rêve commence par une meilleure « reconnaissance du patrimoine autochtone » du Canada. « Le Canada de demain sera reconnu comme un pays indigène – un pays dans lequel tous les Canadiens partagent fièrement un droit culturel », peut-on lire en page 5 du recueil. Justin Johnson, lui, avait d'ailleurs tenu à participer à l'évènement en tant que représentant métis. « À la Conférence de Charlottetown en 1864, il n'y avait pas de représentants métis invités, alors c'était nécessaire qu'il y ait une présence métisse à la Conférence du nouveau Canada 150 ans plus tard. J'ai eu l'occasion de donner une présentation sur l'histoire des Métis de la rivière Rouge, et de montrer un peu l'autre point de vue de l'histoire. »

Toujours en lien avec l'idée d'unité, le document de la Conférence du nouveau Canada aborde aussi les questions linguistiques. Et la vision du bilinguisme telle que présentée dans le recueil est particulière. « Le texte alterne entre le français et l'anglais – parfois sur la même page, parfois au milieu d'un paragraphe ou d'une idée. Cette approche du bilinguisme est délibérée. Cela nécessite une certaine familiarité avec les deux langues, une réalité que le Canada devrait viser, selon les délégués », est-il écrit en page 5.

« C'est vraiment spécial cette idée du bilinguisme, commente Justin Johnson. Mais ça reflète une réalité : moi par exemple je change souvent du français à l'anglais lorsque je parle à mes amis. Cette vision démontre une ouverture. Je crois que philosophiquement, les plus jeunes générations ont une vision différente du bilinguisme. Ce n'est plus vu comme une contradiction. Oui, il y aura toujours des tensions, des différences entre les deux langues, mais le principe du bilinguisme c'est quelque chose qu'on doit enrichir et renforcer. »

(1) On peut accéder au document (de 140 pages) par le lien suivant : http://www.masslbp.com/download/ncc-cnc/ideabook.pdf

LANGUES OFFICIELLES

Bilinguisme des juges : la question

Suite à la nomination d'un juge unilingue anglophone à la tête de la Cour canadienne de l'impôt, la question du bilinguisme des juges dans les institutions fédérales est relancée.



Camille GRIS ROY

presse1@la-liberte.mb.ca

Le Premier ministre du Canada Stephen Harper a annoncé, le 19 décembre dernier, la nomination d'Eugene Rossiter au poste de juge en chef de la Cour canadienne de l'impôt. Cette décision a été critiquée par l'opposition officielle, car le juge Rossiter est unilingue anglophone. « C'est une atteinte au principe du bilinguisme. Et ça montre que les choses ne changent pas, se désole le porte-parole du Nouveau Parti démocratique (NPD) en matière de langues officielles, Yvon Godin. Le gouvernement conservateur remplit des postes clés, comme celui-ci, avec des personnes qui ne parlent pas le français. Et il s'agit de nominations à long-terme! »

Du côté du bureau du ministre de la Justice, on assure que cette nomination n'aura pas d'effet sur le bilinguisme de la Cour. « Le bilinguisme à la direction de la Cour de l'impôt est protégé, et continuera de l'être, indique l'attachée de presse au Cabinet du ministre de la Justice Clarissa Lamb, dans un courriel à ***La Liberté***. En vertu du statut de la Cour de l'impôt, le juge en chef ou le juge en chef adjoint doit être un ancien membre du Barreau du Québec. Il s'agit du seul tribunal fédéral qui garantit cela en vertu de son statut. »



Archives La Liberté

Le porte-parole du NPD en matière de langues officielles, Yvon Godin, remet en cause la nomination d'un juge unilingue anglophone à la tête de la Cour canadienne de l'impôt.

« Dans ce cas c'est tout de même le juge en chef qui est unilingue, réplique Yvon Godin. Si le patron ne parle que l'anglais, alors toute l'échelle en bas de lui va devoir parler anglais, les réunions vont se faire en anglais. La *Loi sur les langues officielles* devrait normalement garantir le droit de travailler dans la langue de son choix dans les institutions fédérales comme celle-ci, sans avoir besoin d'un interprète, y compris lorsqu'on s'adresse à ses supérieurs. » En ce sens, Yvon Godin affirme que le gouvernement viole le principe de la loi. « C'est vrai qu'aucune loi n'oblige spécifiquement le bilinguisme du juge en chef de la Cour de l'impôt, ni l'alternance entre un anglophone et un francophone à ce poste, mais c'est le principe de la loi sur le bilinguisme qui devrait être appliqué. C'est aussi une question d'accès à la justice dans la langue de son choix. »

Une politique claire

La présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Marie-France Kenny, se dit également « déçue » de cette nomination. « Ça me semble tout simplement normal que les personnes à ces postes soient bilingues, et je comprends mal qu'après 46 ans de *Loi sur les langues officielles,* on dise encore qu'on n'a pas un bassin de juristes bilingues suffisant. Il y a plein de juges bilingues au Canada, et pas seulement au Québec – il y a juste à voir les associations de juristes dans nos communautés.

« Le commissaire aux langues officielles a déjà établi que le bilinguisme est une compétence en soi, souligne Marie-France Kenny. Et en 2013, le rapport conjoint du commissaire aux langues officielles et de ses homologues en Ontario et au Nouveau-Brunswick, sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles, recommandait justement en ce sens de revoir le processus de nomination des juges, et proposait un meilleur processus de formation linguistique. Qu'est-il advenu de ce rapport? »

L'analyste politique Michel Lagacé rappelle que dans tous les cas, le commissaire aux langues officielles est limité à un « rôle de conseiller » et qu'il n'a « aucun pouvoir ».

« Mais au fond ce qui semble faire défaut, conclut Michel Lagacé, c'est bien une politique claire pour la nomination de juges à différents niveaux. Pour l'instant, on a l'impression que les décisions sont prises au cas par cas. Il y a aussi eu l'exemple du vérificateur général, un autre poste qui est du ressort du gouvernement fédéral.

Il est grand temps que le gouvernement fédéral adopte une politique claire à ce sujet, car c'est lui l'employeur. »

VILLE DE WINNIPEG

Pour une plus grande transparence

L'évaluation annuelle indépendante du rendement des fonctionnaires municipaux semble être une idée dont le moment est venu à Winnipeg.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Le prochain directeur municipal de la Ville de Winnipeg pourrait être sujet à une évaluation annuelle du rendement, effectuée indépendamment par une tierce partie. C'est, du moins, ce qu'espère le conseiller municipal de Saint-Boniface, et membre du comité de sélection du directeur municipal, Mathieu Allard.

« J'ai la transparence et l'imputabilité à cœur, déclare-t-il. Or trop souvent, les Winnipégois se sont questionnés sur les dépenses municipales, sans parler des importants dépassements de coûts de projets comme la construction du nouveau quartier général de la Police de Winnipeg. C'est pourquoi j'ai proposé au comité Riel de demander au conseil exécutif qu'on revoie tous les ans la performance de notre directeur municipal. C'est ce que nous avons fait, en décembre. La motion a ensuite été référée, le 14 janvier dernier, au bureau du maire, Brian Bowman.



Archives La Liberté

Mathieu Allard.

« L'évaluation annuelle indépendante du rendement est déjà une pratique courante dans de nombreuses villes et municipalités, poursuit-il. En fait, il me semble de mise qu'à la Ville de Winnipeg, on pratique davantage une vérification diligente des actions qui découlent des décisions du conseil municipal et du comité exécutif. C'est une attitude, et une pratique dont le moment est venu à Winnipeg. »

Le conseiller municipal de Saint-Vital, Brian Mayes, abonde dans le même sens. « Il nous faut plus de transparence à Winnipeg, déclare-t-il. J'ai bon espoir que la proposition sera considérée avec le plus grand sérieux au bureau du maire, ainsi qu'au comité exécutif de la Ville. Surtout en ce moment, avant l'embauche d'un nouveau directeur municipal. C'est à l'heure actuelle, alors que la Ville examine les nombreuses candidatures, qu'il faut débattre et trancher la question. Si la proposition fait son chemin et est approuvée, le nouveau directeur municipal saura dès son entrée en fonction qu'il sera sujet à des évaluations annuelles indépendantes. Il reste, bien évidemment, de nombreuses questions sur la façon dont fonctionnerait une évaluation du genre. Mais je crois que l'idée est pratique, et réalisable. »

À l'heure actuelle, quelque 150 candidatures au poste de directeur municipal ont été soumises, soit presque le double de personnes qui ont postulé sous l'ancienne administration municipale. Le nouveau directeur municipal est censé être en poste d'ici le mois de mars.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

Des formations gagnantes

Lancé en avril dernier, l'InfoCentre d'affaires (BIC) du World Trade Centre Winnipeg a pris un bon départ.

Camille GRIS ROY
presse1@la-liberte.mb.ca

En avril 2014, le World Trade Centre Winnipeg (WTC) inaugurait un nouveau guichet d'information bilingue pour les entrepreneurs, l'InfoCentre d'affaires, ou BIC (de l'appellation anglaise Business Info Centre). Ce centre propose en fait les services fédéraux qui étaient auparavant fournis par le Centre de services aux entreprises Canada-Manitoba (CSECM).

« Le BIC offre trois services distincts, rappelle la coordonnatrice des évènements et du contenu web au BIC, Nathalie Roche. D'abord des services de renseignement, pour les entrepreneurs qui démarrent leur entreprise. On répond aux besoins spécifiques des gens qui nous contactent, on les réfère à d'autres organismes, on les aide à faire du réseautage. On offre également des services de recherche, pour des études de marchés par exemple. Enfin, le BIC organise chaque semaine plusieurs séminaires et ateliers de formation. »

Les formations offertes par le BIC sont gratuites et portent sur des sujets variés, comme l'art de la vente, ou bien la taxe sur les ventes au détail (TVD) (1). Certains ateliers sont axés sur des thèmes très concrets : le BIC présente par exemple une introduction au logiciel de comptabilité QuickBooks. « Les formations sont offertes au besoin, selon la demande des clients », indique la directrice du BIC, Marguerite Simard. « On essaye vraiment d'être à l'écoute, renchérit l'agente d'information Nicole Fontaine. Il y avait par exemple un entrepreneur dans le Nord qui cherchait une formation sur la succession, car ce n'était pas facile de trouver l'information nécessaire dans sa petite communauté. On a finalement pu offrir une présentation à ce sujet. »



photo : Camille Gris Roy

De gauche à droite : Marguerite Simard, Nathalie Roche et Nicole Fontaine, de l'InfoCentre d'affaires (BIC).

« On essaye aussi de proposer quelque chose de nouveau, ajoute Marguerite Simard, pour que ce ne soit pas les mêmes ateliers que tout le monde offre déjà depuis des années. Par exemple, on a une formation sur le réseau Twitter. C'est intéressant. »

Les formations sont souvent structurées sur des formats de deux heures, et sont accessibles de partout. « On peut y assister en personne dans les locaux du WTC, mais aussi en ligne depuis la maison, depuis son propre bureau, n'importe où au Manitoba ou dans le monde », déclare Nicole Fontaine. « Ce système fonctionne très bien, et on estime que dans chaque atelier environ 50 % des participants suivent le cours en ligne », mentionne Nathalie Roche. La gratuité des cours est aussi un atout évident.

Bilinguisme

Pour l'instant, les formations offertes par le BIC dans les locaux du WTC ou en ligne ne sont données qu'en anglais. Mais Marguerite Simard explique que le BIC a conclu un partenariat avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM) pour que certains ateliers soient offerts en français dans les bureaux du CDEM. « C'est eux qui coordonnent le tout, et nous on paye pour donner le séminaire. »

« Pour l'instant ça fonctionne comme ça, mais si on s'aperçoit qu'il y a une trop grande demande pour des séminaires en français et qu'ils ne peuvent pas répondre on verra comment on pourra s'adapter. C'est sûr qu'on voudrait en offrir ici au WTC », poursuit Marguerite Simard.

« Mais tous nos autres services sont bilingues, on est tous bilingues ici, rappelle Nathalie Roche. On envoie un message fort grâce à ça. » Pour la suite, le BIC devra surtout travailler à se faire connaître davantage. « Le CSECM était là depuis longtemps; ils avaient tout leur réseau et nous on commence. Mais on continue de faire la promotion de nos services et on établit notre propre réseau. »

(1) Pour plus d'informations sur les séminaires et ateliers du BIC, on peut consulter la page : http://www.wtcwinnipeg.com/fr/calendar-of-events/category/bic/month/

PUBLI-REPORTAGE

DANS NOS ÉCOLES

Chaque semaine, *Dans nos écoles* couvre ce qui s'est passé dans des écoles de la DSFM et annonce des évènements à venir. Dans la nouvelle formule, les élèves livrent leurs commentaires sur des sujets variés. Les bons coups de nos élèves ont aussi leur plateforme.
Restez informés, Suivez *Dans nos écoles*!



CITATION DE LA SEMAINE

Naomie Mbele, 6e année, École Taché

« Je pensais que les policiers étaient méchants mais en fait, ils sont vraiment gentils et ils nous aident! »

SUD-EST

Des toutous globe-trotters

De juin 2013 à décembre 2014, les élèves aujourd'hui en 4e année à l'École Pointe-des-Chênes ont fait voyager leurs toutous autour du monde.

« Beaucoup de personnes dans l'école ont apporté nos toutous en voyage avec eux », explique l'élève de 4e année, Madison St. Laurent. Sa camarade de classe, Hailey Brulé, ajoute que de leurs voyages, « les toutous nous ont envoyé des cartes postales et des photos! »

Avec ou sans leurs propriétaires, les toutous ont en effet parcouru le monde. Équateur, Sierra Leonne, France, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Estonie, Russie, Finlande, Allemagne, Suède, États-Unis, Canada, Italie, Mexique, Autriche, La Barbade, chacun a fait quatre ou cinq voyages en moyenne et 35 pays différents ont été visités.

« À La Barbade, mon toutou est tombé dans la mer!, raconte Madison St. Laurent. On l'a retrouvé sur la plage. Il n'était pas très propre! Il a aussi vu une fusée de la NASA et mangé un croissant en France. » Le toutou de Kailen Penner a pour sa part accompagné un chercheur au Sierra Leonne pour faire des tests sur le virus Ebola.

Les élèves ont ensuite placé ces destinations sur une carte du monde. « J'ai appris beaucoup de noms de pays » se réjouit l'élève de 4e année, Anna Augert Vandenbosch. Pour sa part, Kailen Penner a trouvé que « Paris et l'Équateur, c'est pas mal beau! Je n'avais jamais entendu parler de l'Équateur avant ».

Plus que les pays, Hailey Brulé souligne que la classe a aussi parlé « des différentes langues, coutumes et personnes. On a même appris quelques mots en espagnol une fois car une carte était en espagnol! »

« J'étais heureuse de voir mon toutou dans une place où j'ai jamais été, conclut Madison St. Laurent. C'était le *fun*! »



photo : Camille Harper-Séguy

De gauche à droite : Kailen Penner, Madison St. Laurent, Anna Augert Vandenbosch et Hailey Brulé ont envoyé leurs toutous en voyage aux quatre coins du monde. De quoi concocter une belle collection de photos et cartes postales!

À NOTER

ACTIVITÉS SCOLAIRES

La LISTE
Tournoi 8 (divisionnaire)
9e à 12e, public
Le samedi 31 janvier
Centre scolaire Léo-Rémillard

Camp La Grippe
6e à 8e
Du 2 au 4 février
Camp Red Rock

La LISTE
Tournoi 9
9e à 12e, public
Le mercredi 4 février

COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine
Le mercredi 28 janvier, 19 h, bureau divisionnaire, Lorette

CONGÉS

Le vendredi 30 janvier
Journée de perfectionnement professionnel
Congé pour tous les élèves



VOUS SOUHAITEZ PARLER DE VOS ACTIVITÉS?
ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

PUBLI-REPORTAGE

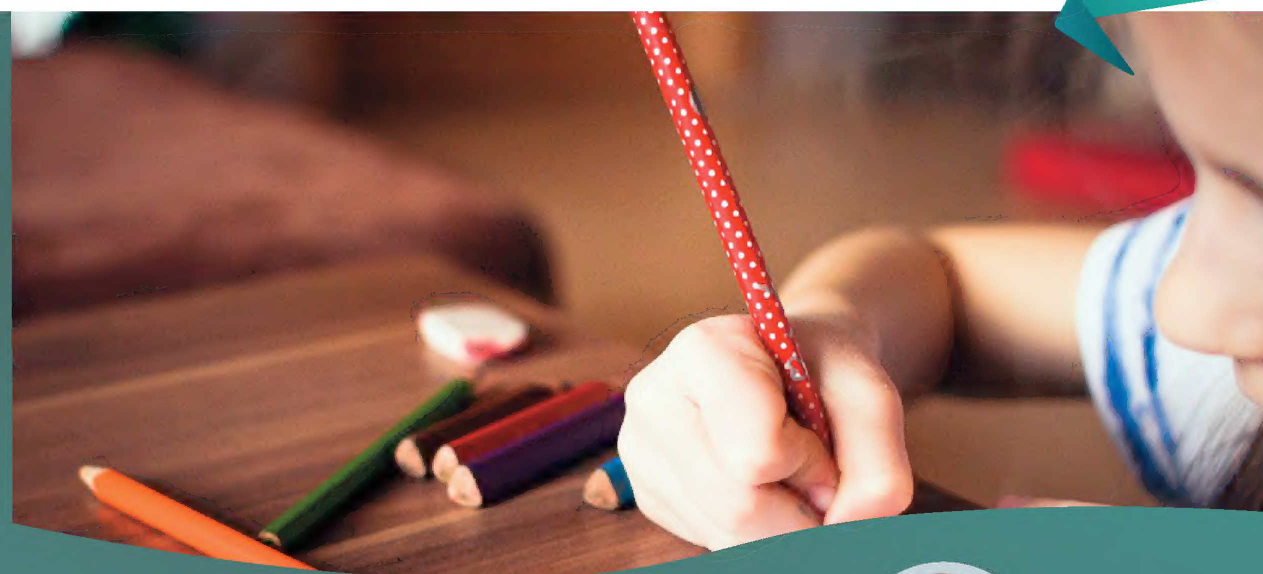
DANS NOS ÉCOLES

VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE UN SUJET DE DISCUSSION? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

ILS EN PARLENT

MATIÈRE PRÉFÉRÉE À L'ÉCOLE

Dans les écoles de la Division scolaire franco-manitobaine, on en trouve pour tous les goûts! Sport, culture, français, mathématiques, sciences, musique, chaque élève a l'opportunité de trouver un domaine dans lequel s'épanouir et chacun de ces domaines est valorisé.



Quelles sont les matières préférées des élèves de la DSFM à l'école?



Dimitri Patenaude, 2e année, École Taché

« Je préfère le gymnase parce qu'on fait tellement de jeux amusants comme Tag! C'est un jeu d'échauffement. Chaque fois qu'on va au gymnase on y joue pour nous échauffer. J'aime aussi beaucoup le français car je parle beaucoup en français. J'ai une grand-mère, un grand-père et deux oncles qui parlent anglais et j'aime les deux, mais j'aime plus le français. J'aime vraiment pas parler anglais. Quand je serai policier j'apprendrai des mots, mais là, quand mes grands-parents me demandent des choses, parfois je sais même pas ce qu'ils me demandent! »



Isabelle Balcaen, 8e année, École Noël-Ritchot

« J'aime le gymnase car c'est pas plate! C'est physique et ça te met en bonne santé. Après tous les cours, tu peux bouger, c'est plus amusant que s'asseoir et écrire! Je joue aux sports d'école et on pratique parfois dans le gymnase. Quand c'est le volleyball et qu'on a des tournois dans l'école avec nos amis, c'est vraiment amusant. »



Alaina Fontaine, 4e année, École Lagimodière

« Les sciences naturelles, car j'aime beaucoup apprendre à propos de la nature. J'aime beaucoup les arts plastiques aussi. J'aime faire les bricolages avec du papier. L'année dernière en sciences naturelles, on a fait des ponts en papier seulement, avec des bâtons et du géant papier plié quatre fois. J'ai adoré! Je suis vraiment bonne en sciences naturelles et en arts plastiques. »

URBAIN

Magasiner avec…. la police!

Deux élèves de l'École Taché, Enoch Mulyama en 5e année et Naomie Mbele en 6e année, ont vécu le 10 décembre dernier une expérience hors du commun. Deux agents de police sont venus les chercher à l'école pour les emmener magasiner au centre d'achats Saint-Vital!

« Quand ils sont venus nous chercher, tous les autres élèves disaient « Wow! », se souvient Naomie Mbele. On est montés dans la voiture de police pour aller à Saint-Vital, on a pris un goûter et des beignes, puis on a magasiné, puis on a mangé un dîner de pizza et frites. »

En plus de fournir les repas, les policiers avaient donné à chaque enfant une carte cadeau de 200 $ pour faire leurs achats. C'est l'opération CopShop du Service de police de Winnipeg qui, depuis 2007, sélectionne chaque année 60 jeunes de la ville selon les besoins, l'engagement bénévole, ou les résultats académiques ou sportifs, pour leur offrir une demi-journée de magasinage.

« On ne connaissait pas ce programme, mais on n'a pas hésité à accepter! », assure Naomie Mbele.

« Dans la voiture de police, il n'y avait pas beaucoup d'espace mais je me sentais fier!, confie Enoch Mulyama. J'ai acheté des cadeaux de Noël pour ma famille, et un chandail, deux T-shirts et une paire de souliers pour moi ».

Naomie Mbele a quant à elle acheté « une tablette, des choses pour ma famille et beaucoup de bonbons! »

Enoch Mulyama et Naomie Mbele en ont aussi profité pour discuter avec les policiers qui les accompagnaient. « J'ai appris des choses, conclut Naomie Mbele. Je pensais que les policiers étaient méchants mais en fait, ils sont vraiment gentils et ils nous aident! »



photo : Camille Harper-Séguy

Enoch Mulyama et Naomie Mbele ont fait leurs achats de Noël accompagnés de deux agents de police. Une belle expérience qui a changé leur opinion sur la police!

Avis aux parents de la DSFM : Afin d'être avisé des annulations de transport scolaire, des fermetures d'école ou des retards d'autobus, pour cause de situations d'urgence ou d'intempéries, abonnez-vous à **Twitter (#DSFM_ALERT)**.



Office national de l'énergie   National Energy Board

Avis de demande de participation à une audience publique de l'Office national de l'énergie

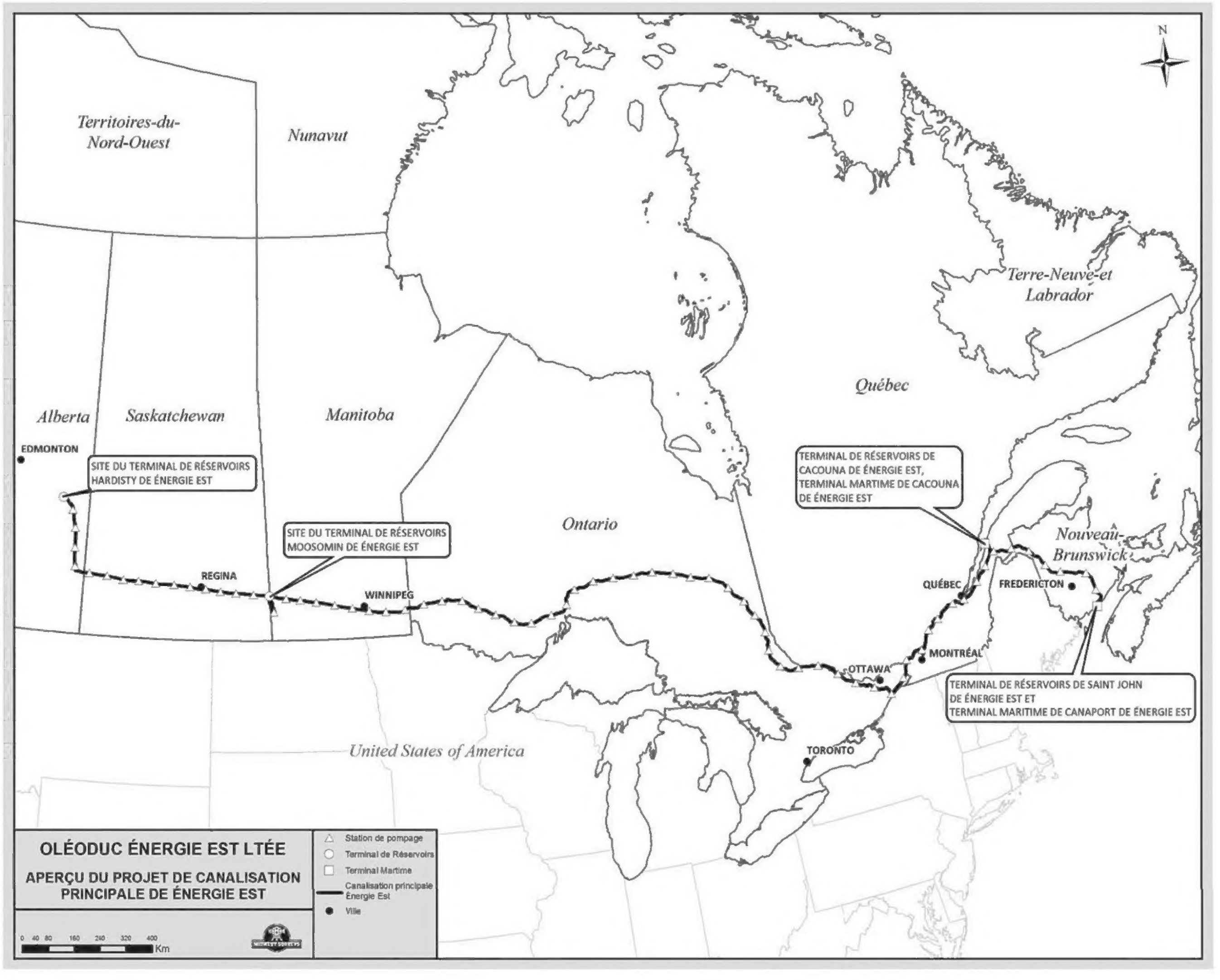
Oléoduc Énergie Est Ltée
Projet Énergie Est

L'Office national de l'énergie a reçu une demande de la société Oléoduc Énergie Est Ltée (OEEL), laquelle souhaite obtenir les autorisations nécessaires pour construire et exploiter le projet Énergie Est, un réseau pipelinier de 4 500 km destiné au transport de pétrole brut depuis des points de réception en Alberta et en Saskatchewan jusqu'à des points de livraison au Québec et au Nouveau-Brunswick et qui prévoit la construction de nouvelles installations pétrolières ainsi que la cession d'installations gazières existantes, de TransCanada PipeLines Limited (TransCanada) à OEEL, en vue de leur conversion au transport de pétrole (la demande).

La demande d'OEEL et une description du projet Énergie Est se trouvent dans le site Web de l'Office, à l'adresse www.neb-one.gc.ca.

Le projet Énergie Est et le projet du réseau principal Est seront examinés par un même comité d'audience composé de trois membres de l'Office. Tous les éléments de preuve déposés à l'égard des deux projets seront soupesés. Cette façon de procéder a été jugée la plus efficace pour mener à bien un examen en profondeur. Les détails relatifs à l'audience seront fournis une fois que le processus de demande de participation sera terminé. Le site Web de l'Office renferme de plus amples renseignements sur le comité d'audience.

L'Office travaille présentement à déterminer si la demande concernant le projet Énergie Est est complète. L'établissement de l'exhaustivité d'une demande constitue une étape préliminaire initiale, au cours de laquelle l'Office détermine si une demande est suffisamment complète et si elle peut être soumise à son examen. Le cas échéant, l'Office convoque une audience afin de recueillir la preuve des parties autorisées à participer à l'issue du processus de demande de participation. Aucun renseignement déposé avant que l'Office n'ait déterminé que la demande est complète ne sera versé au dossier de l'instance.



Participation à l'audience

L'Office a actualisé la liste des questions. Celle-ci se trouve dans le site Web de l'Office et fait partie du formulaire de demande de participation visant le projet Énergie Est.

Les personnes désireuses de participer à l'audience relative au projet Énergie Est doivent en faire la demande à l'aide du formulaire. Les personnes qui présentent une demande de participation doivent y décrire clairement leurs intérêts et en quoi ces intérêts sont liés à la liste des questions. Les personnes ou les groupes qui, de l'avis de l'Office, démontrent qu'ils sont directement touchés par le projet seront autorisés à participer à l'audience et les personnes ou groupes qui possèdent des renseignements pertinents ou une expertise appropriée pourraient l'être.

L'Office encourage la collaboration ou le regroupement des personnes qui ont des intérêts semblables ou qui présenteront une preuve similaire. Un groupe ne devrait remplir qu'un seul formulaire, sur lequel il sera précisé le nom des personnes qui prendront la parole en son nom.

Le formulaire de demande de participation sera accessible à partir du site Web de l'Office **du 3 février au 3 mars 2015**. Il importe de respecter toutes les dates limites indiquées.

La date limite pour présenter une demande de participation est le 3 mars 2015, à midi (Heure Normale des Rocheuses).

Pour accéder au formulaire de demande de participation, sélectionnez Projet Énergie Est à partir du menu situé du côté droit de la page principale du site Web de l'Office. Un lien vers la demande de participation figurera dans le menu situé du côté droit de la page Web du projet Énergie Est.

Équipe de conseillers en processus

L'équipe de conseillers en processus de l'Office donnera des renseignements généraux et fera un survol étape par étape du processus de demande de participation, au moyen de séances en ligne. Le formulaire de demande de participation et le calendrier des séances d'information se trouvent à l'adresse www.neb-one.gc.ca, de même que des renseignements sur le processus d'audience de l'Office et sur l'aide financière aux participants.

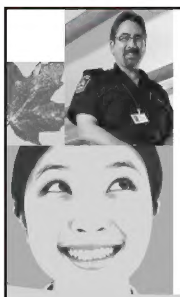
Si vous avez des questions sur le processus ou si vous avez besoin d'aide pour accéder au site Web ou au formulaire de demande de participation, adressez-vous à l'équipe de conseillers en processus Énergie Est.

Courriel : EnergieEst.Aide@neb-one.gc.ca
Téléphone : 403-292-4800
Numéro sans frais : 1-800-899-1265

Madame Katherine L. Murphy
Agente de communications, Office national de l'énergie
Courriel : katherinel.murphy@neb-one.gc.ca
Téléphone : 587-538-2120
Téléphone sans frais : 1-800-899-1265

Canada

EMPLOIS ET AVIS



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Coordonnateur ou coordonnatrice des services de garderie

Type d'emploi : Régulier, à temps partiel
Ministère : Services à la famille Manitoba
Numéro de l'annonce : 29525
Date de clôture : Le 2 février 2015
Échelle de salaire : 46 923 $ à 60 446 $ par année

Une préférence sera accordée aux Autochtones, aux minorités visibles et aux personnes handicapées. Une préférence sera également accordée aux candidats et aux candidates dont le curriculum vitæ mentionne le bilinguisme, c'est-à-dire la capacité de parler, de lire et d'écrire en anglais et en français. Les personnes sélectionnées pour une entrevue qui, à l'issue de celle-ci, répondent à tous les critères, devront subir des tests complémentaires d'évaluation de la capacité de parler et d'écrire aisément en français. Le présent concours pourrait donner lieu à la création d'une liste d'admissibilité de 12 mois pour des postes semblables réguliers, à durée déterminée, à temps partiel ou à temps plein.

Qualités requises :

Conditions d'emploi :

- Autorisation légale de travailler au Canada.
- Vérification satisfaisante du casier judiciaire, du registre concernant les mauvais traitements et du registre des mauvais traitements infligés aux adultes.
- Un permis de conduire valide et l'accès à un véhicule sont requis pour les déplacements professionnels dans la ville de Winnipeg.

Qualités essentielles :

- Diplôme en éducation des jeunes enfants ou en études du développement ainsi que la classification d'éducateur ou d'éducatrice des jeunes enfants III.
- Expérience de travail dans une garderie, une garderie familiale, ou une prématernelle. D'autres combinaisons acceptables d'études et d'expérience de travail pourraient être prises en considération.
- Bonne capacité d'observation dans un service de garde d'enfants.
- Compétences interpersonnelles confirmées permettant de créer de bonnes relations de travail avec des particuliers et des groupes.
- Aptitudes efficaces démontrées en résolution de conflits.
- Compétences confirmées en organisation et en établissement des priorités au sein d'un milieu de travail dynamique.
- Capacité manifeste d'interpréter et d'appliquer les dispositions législatives et les politiques.
- Compétences efficaces démontrées en communication verbale.
- Compétences efficaces démontrées en communication écrite.
- Expérience avec les outils informatiques Microsoft Windows (notamment Word et Outlook) et connaissance approfondie du traitement de textes.

Qualités souhaitées :

- Capacité de communiquer aisément à l'oral et à l'écrit dans les deux langues officielles (français et anglais).
- Aptitudes pour préparer et pour donner des présentations.
- Connaissance de base du programme Apprentissage et garde des jeunes enfants Manitoba et de ses politiques.

Fonctions :

Sous la direction du superviseur des services sociaux communautaires, la personne titulaire du poste est responsable de la prestation des services du programme Apprentissage et garde des jeunes enfants Manitoba dans une région géographique précise de Winnipeg. Ses fonctions comprennent les suivantes : délivrer de nouvelles licences ou renouveler des licences annuelles existantes pour les établissements; effectuer la surveillance continue et établir des rapports concernant la conformité aux dispositions législatives et aux politiques relatives au programme; assurer l'application du programme et la prestation de ses services; fournir des renseignements aux fournisseurs de services de garderie, aux parents et aux groupes communautaires; mettre sur pied de nouveaux établissements de garde d'enfants et coordonner le Programme de soutien à l'inclusion dans la zone.

Présentez votre demande à l'adresse suivante :

Annonce n° 29525
Service des ressources humaines
305, Broadway, bureau 300
Winnipeg (Manitoba) R3C 3J7
Télécopieur : 204 948-2193
Courriel : govjobs@gov.mb.ca

Au moment de présenter votre candidature, veuillez indiquer le numéro de l'annonce et le titre du poste dans l'objet et le corps de votre courriel.

Votre lettre d'accompagnement, curriculum vitæ ou demande doit clairement indiquer que vous possédez les qualités requises.

Nous remercions tous les candidats, mais nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape du processus de sélection.

Nous tiendrons compte de la politique d'équité en matière d'emploi dans le processus de sélection. Nous encourageons les candidats à indiquer sur leur lettre d'accompagnement, curriculum vitæ ou demande d'emploi s'ils font partie d'un des groupes suivants : les femmes, les Autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton **<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.**

Personnes. Mission. Progrès.

Manitoba



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Greffier-transcripteur du tribunal bilingue

Type d'emploi : Un (1) poste bilingue à temps plein à durée déterminée avec possibilité de devenir régulier à temps plein
Ministère : Justice Manitoba
Numéro de l'annonce : 29636
Date de clôture : Le 2 février 2015
Échelle de salaire : 37 921 $ à 46 753 $ par année

Qualités requises :

Essentielles :

- Le candidat possède de l'expérience dans un tribunal ou un milieu juridique connexe pour la réalisation de tâches administratives et de bureau, y compris le traitement des demandes en personne du public et d'autres intervenants, le classement, le maintien de dossiers statistiques et la coordination de questions comme des réunions ou des audiences.
- Il possède de l'expérience dans le traitement et la préparation de documents juridiques ou judiciaires (veuillez fournir des exemples).
- Il est exact et porte attention aux détails.
- Il a de très bonnes compétences en communication orale en français.
- Il a de très bonnes compétences en communication écrite en français.
- Il possède beaucoup d'entregent.
- Il sait travailler efficacement en équipe.
- Il possède des capacités organisationnelles et de gestion de temps, et sait gérer les priorités et travailler sous pression afin de répondre aux demandes liées à la charge de travail quotidienne et aux échéances.
- Il sait travailler efficacement avec un minimum de supervision et prendre des décisions indépendantes.
- Il sait prendre l'initiative.
- Il maîtrise Microsoft Office (Word et Outlook).
- Il peut projeter vocalement sans erreur.

Souhaitées :

- Avoir suivi un programme reconnu d'adjoint administratif ou juridique.
- Connaître les documents, les procédures et les processus judiciaires.
- Connaître les logiciels d'enregistrement numérique.

Veuillez indiquer sur votre curriculum vitæ si vous êtes bilingue (français et anglais).

Fonctions :

Le candidat devra réaliser des tâches en tant que greffier-transcripteur du tribunal alors qu'il assiste aux séances de la Cour provinciale et de la Cour du Banc de la Reine. Les tâches comprennent la transcription mot à mot au moyen de logiciels d'enregistrement numérique, et la consignation exacte des actions en justice; la réception, le marquage et l'enregistrement de toutes les pièces; la lecture des accusations; l'assermentation des témoins; le maintien de l'ordre; la préparation des décisions des tribunaux et de tous les documents connexes; et la réalisation des autres tâches connexes antérieures et postérieures aux procédures judiciaires. Le candidat assistera le personnel judiciaire, juridique et policier, ainsi que les membres du public, au besoin.

Pour obtenir la liste complète des qualités requises et des tâches, rendez-vous à jobsearch.gov.mb.ca/jow.

Présentez votre demande à l'adresse suivante :

Annonce n° 29636
Commission de la fonction publique
Gestion des ressources humaines
305, Broadway, bureau 300
Winnipeg (Manitoba) R3C 3J7
Téléphone : 204 945-3688
Télécopieur : 204 948-2193
Courriel : govjobs@gov.mb.ca

Votre lettre d'accompagnement, votre curriculum vitæ ou votre formulaire de candidature doivent clairement indiquer comment vous répondez aux critères du poste.

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

On tiendra compte du programme d'équité en matière d'emploi dans le processus de sélection. On encourage les candidat(e)s à indiquer sur la lettre d'accompagnement ou sur leur curriculum vitæ s'ils (si elles) font partie d'un des groupes suivants : les femmes, les Autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton **<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.**

Personnes. Mission. Progrès.

Manitoba

DIRECTEUR / DIRECTRICE GÉNÉRAL(E)

L'Accueil Colombien Inc. est un organisme à but non-lucratif parrainé par les Chevaliers de Colomb qui opère deux résidences pour les aînés au cœur de Saint-Boniface, l'Accueil Colombien et le Chez Nous.

L'Accueil Colombien Inc. sollicite des candidatures pour le poste de directeur(trice) général(e).

Répondant au Conseil d'administration, le directeur général veille au bon fonctionnement des opérations, des finances, du personnel, des programmes et des relations internes et externes de L'Accueil Colombien Inc.

Le(la) candidat(e) devra avoir les qualifications et les expériences suivantes :

- Expérience en finances, administration, gestion du personnel et entretien d'un immeuble,
- Expérience de travail avec un conseil d'administration, et
- Expérience de travail communautaire.

Le(la) candidat(e) aura des aptitudes de *leadership*, d'analyse, de planification, d'organisation, de dialogue et de communication orale et écrite en français et anglais. Le(la) directeur(trice) général(e) aura les qualités nécessaires pour atteindre les buts établis par la vision du Conseil d'administration.

Les atouts supplémentaires suivants seront considérés :

- Désignation professionnelle en comptabilité ou en gestion de propriété;
- Connaissance du domaine de gérontologie ou du bien-être social.

Entrée en fonction : mai 2015

Vous pouvez présenter votre candidature jusqu'au **vendredi 6 février 2015**, au

Président du Comité de sélection
200, rue Masson
Winnipeg (Manitoba) R2H 3G1
ou
Courriel : gmaccueil@shaw.ca



Ne cherchez plus!

Le gouvernement du Manitoba vous offre des possibilités, une grande diversité et une carrière enrichissante.

Pour en savoir plus sur les offres d'emploi actuelles, cliquez sur le bouton
<< Emploi >> sur le site manitoba.ca.

Ce que vous pouvez attendre de nos offres d'emploi :

- Toute une gamme de carrières intérressantes et stimulantes;
- Un salaire compétitif;
- Un remarquable ensemble d'avantages sociaux;
- Des possibilités d'apprentissage, de développement professionnel et d'avancement continuelles;
- L'occasion de construire une meilleure province pour toute la population manitobaine.

Accès ATS - **1 204 945-1437**

Personnes. Mission. Progrès.

Manitoba

La prochaine étape de votre carrière?



SPÉCIALISTE, RELATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (BILINGUE)

Vous excellez dans le service à la clientèle et vous désirez mettre à profit votre habileté en répondant aux questions de notre clientèle au sein de notre Service d'assistance aux clients. Vous êtes à l'aise dans l'environnement d'un centre d'appels et vous désirez faire partie d'une compagnie prospère, en pleine expansion et qui est le chef de file dans le secteur de l'assurance pour soins médicaux et dentaire.

La principale tâche de la personne qui occupe ce poste consiste à traiter les demandes de renseignements visant les garanties Soins médicaux et Soins dentaires de la part de nos clients collectifs en provenance de notre ligne 1 800.

Une formation s'étalant sur six semaines et commençant le **17 Février, 2015** sera offerte aux frais de la Compagnie afin de vous permettre de développer vos connaissances relatives aux demandes de règlement pour soins médicaux et dentaires. L'échelle salariale pour ce poste commence à 36,006$.

Compétences et aptitudes requises:

- Aptitudes marquées pour le service à la clientèle
- Solides aptitudes pour la communication verbale et écrite, en anglais et en français
- Capacité éprouvée pour le travail d'équipe
- Connaissances de base de l'utilisation d'un ordinateur

Franchissez la prochaine étape.
Nous offrons un environnement de travail stimulant au sein d'une équipe, un salaire et des avantages sociaux concurrentiels, ainsi que des possibilités de croissance professionnelle et personnelle.

Toutes les possibilités d'emploi de la Great-West sont affichées dans notre site Web, à l'adresse: **www.greatwestlife.com**. Vous pouvez consulter notre section Carrières et postuler en ligne d'ici le **mercredi, 28 janvier, 2015.**

Nous nous engageons à employer un effectif diversifié et nous encourageons toute personne qualifiée à poser sa candidature. Nous communiquerons avec vous si vous êtes retenu pour une entrevue.

L'emploi du masculin vise uniquement à alléger le texte.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.

LA **Great-West** COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

www.greatwestlife.com



Actionmarguerite
Service & Compassion

Infirmier/infirmière en chef et directeur/directrice des services aux résidents (poste bilingue)

Les organismes:
Dévoués aux soins des personnes âgées et des personnes nécessitant des soins complexes, Actionmarguerite est un organisme communautaire sans but lucratif appartenant à la Corporation catholique de la santé du Manitoba. Auparavant connu sous les noms de Centre Taché et Foyer Valade, Actionmarguerite offre maintenant un amalgame de programmes et de services de soutien aux clients et à leur famille dans les deux langues officielles. Actionmarguerite gère aussi les opérations de St. Joseph's Residence. En partenariat avec l'Office régional de la santé de Winnipeg (ORSW), Actionmarguerite est en voie de devenir un symbole d'excellence de compassion et de services.

Avec plus de 850 employés, Actionmarguerite prodigue des services à plus de 700 clients, y compris 560 résidents, 48 clients dans des logements avec services de soutien et 150 clients dans ses programmes de jour. Son personnel est déterminé à offrir des services axés sur la sécurité et la qualité de vie, et est animé par la conviction que toute personne mérite de vivre dans un milieu sûr, sécuritaire et confortable où elle reçoit le soutien nécessaire pour conserver sa dignité et autant d'indépendance et d'autonomie que possible, de même que de fournir des soins de la plus haute qualité à ceux qui en ont le plus besoin. La promotion d'une approche d'équipe respectueuse et collaborative est encouragée afin d'aider les clients à maintenir une bonne santé physique, spirituelle, émotionnelle et mentale. www.actionmarguerite.com; www.sjri.ca

Opportunité:
Dû à un départ à la retraite, Actionmarguerite est à la recherche d'une personne qualifiée qui occupera le poste d'infirmier/infirmière en chef et directeur/directrice des services aux résidents (IC/DSR) pour diriger une équipe clinique de gestionnaires et de professionnels dynamiques dans l'adaptation aux besoins de santé actuels et futurs des personnes âgées et des personnes qui présentent des problèmes de santé complexes. Se rapportant au directeur général, cette personne assumera le rôle de chef de file des soins cliniques et des services, et supervisera des programmes et des services multi-établissements. En accord avec les normes d'accréditation nationales, les normes provinciales et régionales de sécurité, de qualité, de coordination et des soins de longue durée continus, l'IC/DSR veillera à la mise en œuvre de hauts standards de soins et de services, et supervisera un éventail de soins cliniques et de services offerts aux clients, aux locataires et aux résidents qui vivent dans divers environnements.

Les critères de sélections comprennent :

- Le baccalauréat en sciences infirmières; une maîtrise en sciences infirmières ou dans une discipline connexe sera considéré un atout;
- Membre en règle de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba ou d'une association équivalente
- Capacité de communiquer en anglais et en français;
- Cours avancés ou expérience en gérontologie et en gestion d'organismes multi-établissements complexes sera considéré un atout important;
- Au moins 5 ans d'expérience à un poste de gestion ou de direction d'équipes multidisciplinaires dans un milieu de services de santé, de préférence en soins de longue durée et gérontologie;
- Expérience en gestion du fonctionnement d'une organisation, y compris l'amélioration de la qualité et l'amélioration continue, la planification, l'administration, la dotation en personnel, la supervision, l'établissement de budgets et la présentation de rapports;
- Expérience de travail avec la haute direction d'une organisation pour formuler et mettre en œuvre la vision stratégique et la planification organisationnelle; et démonstration de la capacité de former des relations de travail et des partenariats productifs, à l'interne comme à l'externe, avec des personnes, des parties intéressées et des organisations partenaires;
- Connaissance en informatique (Microsoft Office, dossiers de santé électroniques); et
- Rapport de vérification du casier judiciaire en vue d'un travail auprès de personnes vulnérables et rapport de vérification du registre des mauvais traitements infligés aux adultes jugés satisfaisants par l'employeur.

Communiquez avec Robyn Hartley à robynh@harrisconsult.com pour obtenir plus de renseignements au sujet de cette exceptionnelle possibilité d'emploi. Les demandes d'emploi seront acceptées par courriel; votre lettre d'introduction et votre curriculum vitae doivent porter la mention du projet #15111.

HARRIS CONSULTING
1400 - 444 St. Mary Ave
Winnipeg, MB R3C 3T1
(204) 942-8735
www.harrisconsult.com

PETITES ANNONCES

DIVERS

REMERCIEMENTS à Sainte-Anne-de-Beaupré pour faveurs obtenues.
283-

AVIS AUX PARENTS OU TUTEURS des enfants qui fréquentent l'école Précieux-Sang. Il est possible de recevoir un appui en ce qui concerne l'éducation religieuse des enfants à votre charge. En effet, des bénévoles enseignent la catéchèse dans les locaux de la paroisse du Précieux-Sang, situés au 200 de la rue Kenny, et préparent les enfants d'âge scolaire pour les sacrements d'initiation chrétienne. On peut communiquer avec le bureau paroissial en composant le 204-233-2874.
286-

RECHERCHE

ACTIONMARGUERITE (anciennement Centre Taché et Foyer Valade) cherche des gens dévoués prêts à donner quelques heures un dimanche par mois pour aider à amener des résidents à la messe qui est célébrée dans la chapelle sur place. Nous cherchons aussi des gens pour les ministères suivants : lecteur(trice), chant et musique, ministre de communion et service à l'autel. Pour de plus amples renseignements contactez : service@actionmarguerite.ca
282-

À LOUER

MAISON À LOUER : 441, rue Aulneau, 4 chambres à coucher, 4 stationnements. Disponible immédiatement. Tél. : 204-599-3936.
284-

APPARTEMENT À SAINT-BONIFACE : disponible le 1er mars. 1 000 pi², deuxième étage (escalier). Chambre à coucher, bureau, den et balcon (de 21 x 12 pieds). Avec eau et buanderie, près de tous les services. Stationnement disponible. Pour une personne mature ou un couple. 1 100 $ par mois. Téléphone 204 269-1178.
287-

À VENDRE

SALTON VITA PRO LOW SPEED JUICER : 160 $ Tél. : 204-504-2165.
285-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	12,98 $	14,07 $	15,17 $
Semaine 2	20,68 $	22,90 $	25,10 $
Semaine 3	23,99 $	27,30 $	30,60 $
Semaine 4	27,30 $	31,71 $	36,12 $
Semaine 5	30,60 $	36,12 $	41,63 $
Semaine 6	33,92 $	40,53 $	47,15 $

Mot additionnel : 15¢ Photo : 15,17 $

Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

Dorénavant les petites annonces seront automatiquement insérées sur le site Internet de *La Liberté* (la-liberte.mb.ca).



SALAIRE
- Salaire de départ à 11,23 $/h
- Poste permanent à temps plein

AVANTAGES
- Plan d'avantages sociaux compétitif

FORMATION RÉMUNÉRÉE
- Réussir une formation rémunérée de 14 semaines à temps plein

Exigences :
- Citoyenneté canadienne ou statut de résident permanent
- Grande expérience en service à la clientèle
- Bilinguisme requis, anglais et français
- Disponibilité à travailler les jours, soirs, et nuits, incluant fins de semaine et jours fériés

Communiquez avec nous sur **LinkedIn** | Retrouvez-nous sur **Facebook** | Retrouvez-nous sur **Twitter** | Postulez en ligne **aircanada.com/carrieres**

Nous donnons une chance égale à tous

Meilleur transporteur aérien en Amérique du Nord pour la cinquième année consécutive

AIR CANADA
MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE

Actionmarguerite
Service & Compassion

Joignez l'action!

Physiothérapeute
0,5 etp temps partiel
Adjoint(e) – soins spirituels
Temps partiel
Chapelain
0,8 etp temps partiel
POSTULEZ EN LIGNE :
actionmarguerite.ca
Télécopieur: 204 233-6803

Université de Saint-Boniface
Une éducation supérieure depuis 1818



APPEL DE CANDIDATURES

Assistant ou assistante au Bureau international (BI)

2015 LES MEILLEURS EMPLOYEURS AU MANITOBA

Responsabilités générales :
- Appuyer la coordination des activités et la promotion du BI;
- Offrir un appui dans les activités pour la promotion des études et le recrutement d'étudiants à l'échelle internationale;
- Répondre aux demandes du public et de la clientèle en ce qui a trait aux services et activités du BI;
- Appuyer la formation interne qui répond aux besoins de la clientèle internationale;
- Offrir un soutien à la préparation de rapports.

Compétences requises :
- diplôme du secondaire;
- expérience pertinente dans le contexte de la diversité culturelle;
- bonne connaissance du français et de l'anglais, parlé et écrit;
- habiletés démontrées dans le service à la clientèle;
- esprit de travail d'équipe et de collaboration;
- aptitudes à communiquer efficacement;
- habiletés interpersonnelles.

Rémunération : selon la convention collective

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 28 janvier 2015 à :

Lorraine Roch, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210 Télécopieur : 204-237-3099
loroch@ustboniface.ca
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

DIVISION • SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE
Postes à combler

SUPPLÉANT(E)S
Année scolaire 2014-2015

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) est à la recherche de suppléant(e)s pour l'année scolaire 2014-2015. Un suppléant est embauché pour travailler de façon occasionnelle, soit pour remplacer un enseignant régulier ou pour occuper une affectation d'une durée de mois de 20 jours consécutifs. La DSFM est composée de 24 écoles situées dans diverses communautés au Manitoba.

Les candidat(e)s doivent :
- de préférence, posséder un brevet d'enseignement au Manitoba ou être titulaire d'un baccalauréat d'une université reconnue avec une majeure ou mineure dans le sujet d'enseignement de l'affectation d'enseignement ou être en mesure de rencontrer les critères pour un permis d'enseignement limité
- posséder un diplôme d'études secondaires
- avoir d'excellentes habiletés de communication
- démontrer une grande capacité à exercer sa pensée critique
- posséder d'excellentes connaissances du français parlé et écrit
- démontrer la capacité de travailler en équipe
- adhérer à la philosophie de l'inclusion
- promouvoir et rehausser la construction identitaire
- promouvoir la mission de la DSFM et de la communauté scolaire

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur *Demande de suppléance* accompagnée d'un curriculum vitæ et trois (3) noms de référence avant le 29 mai 2015 à :

Madame Louise Gauthier, directrice
Secteur des ressources humaines
Division scolaire franco-manitobaine
Case postale 204, 1263, chemin Dawson
Lorette (Manitoba) R0A 0Y0

Courriel : louise.gauthier@dsfm.mb.ca

Téléphone : (204) 878-9399 Télécopieur (204) 878-3229

N.B. Seulement les personnes choisies pour faire de la suppléance seront contactées. La personne retenue pour ce poste devra soumettre la copie originale d'une vérification judiciaire récente de moins de 12 mois, jugée satisfaisante par l'employeur et compléter la Demande de vérification du registre concernant les mauvais traitements, avant d'entrer en poste.



Pour de plus amples renseignements :
www.dsfm.mb.ca

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190
420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca
Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach.**

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

APF Association de la presse francophone — Fondation Donatien Frémont — Réseau Sélect — CMCA Audited

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »

Canada

À VOTRE SERVICE

SERVICES

Vous n'avez pas à payer un prix élevé pour un service de

qualité SUPÉRIEURE

Il pourrait même vous être offert à un coût inférieur. Comparez. Communiquez avec nous dès aujourd'hui.

SALON MORTUAIRE DESJARDINS FUNERAL CHAPEL

(204) 233-4949
Sans frais : 1 888 233-4949
357, rue Des Meurons, Saint-Boniface

L'AGENT IMMOBILIER DES FRANCO-MANITOBAINS

DANIEL VERMETTE

Vente — SERVICES EN FRANÇAIS — 255-4204

www.danvermette.com

RE/MAX performance

AFM PLOMBERIE CHAUFFAGE

Résidentiel et commercial

(204) 231-4664

afm@mts.net

www.afmplumbingheating.com

GUY VINCENT TAEKWONDO

Programmes hommes · femmes et enfants

487-3687
Courriel : guytkd@shaw.ca

Confiance · Intégrité · Modestie · Contrôle de soi

www.vincentmartialarts.ca

---

100 ANS

Brunet Monuments inc.

4e Génération

La famille Brunet célèbre 100 ans et est fière d'avoir la 4e génération avec l'équipe.

www.brunetmonuments.com
405, rue BERTRAND
St-Boniface, Manitoba
233-7864
Sans frais: 1(888)733-3323

Nicole Landry-Milner

204-255-4204
Service Bilingue

www.nicolemilner.com

Children's Miracle Network — RE/MAX Performance Realty

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

Patrick Biaya

GOOD SEED | BONNE SEMENCE
7, Tudor Crescent
Winnipeg (Manitoba) R2K 2A5
204 583-8833 ou 204 590-9692
info@worldmissiongoodseed.org

RENÉE ROBIDOUX KAPITOLER
B.Comm.(Hons.)
Agente immobilière
451-5000
renee.robidoux@gmail.com

ROBIDOUX REAL ESTATE & CONSULTING SERVICES

ROGER ROBIDOUX
B.A.
Courtier
981-8159

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

Dianne **BOURBONNAIS**

204 941-3213

BOURBONNAIS REAL ESTATE

Service bilingue
bourbonp@mts.net

Darren, agent immobilier — Brigette, adjointe agréer

Pour tous vos besoins en immobilier, contactez l'équipe de la famille.

DARREN DESROCHERS
204 297-0229

www.darrendesrochers.com — RE/MAX performance — darrendesrochers@remax.net

---

ENCOURAGEZ
NOS ANNONCEURS

AVOCATS-NOTAIRES

Alain J. Hogue
AVOCAT ET NOTAIRE
Barreaux du Manitoba et de la Saskatchewan

Domaines d'expertise:

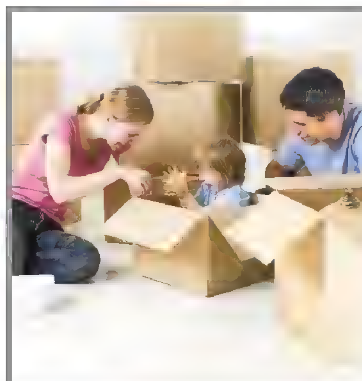
- préjudices personnels
- demandes d'indemnité pour Autopac
- litiges civil, familial et criminel
- ventes de propriété; hypothèques
- droit corporatif et commercial
- testaments et successions

Place Provencher
194, boul. Provencher
237-9600

AIKINS CABINET JURIDIQUE

J. Guy Joubert
Barbara M. Shields
John B. Martens

AIKINS, MACAULAY & THORVALDSON s.r.l.
Tél.: (204) 957-0050 aikins.com



Vous déménagez?

Si c'est le cas, veuillez nous en informer sans tarder afin de ne manquer aucun de nos articles.

LA LIBERTÉ Depuis 1913

TLR — ÉTUDE TEFFAINE LABOSSIERE RICHER LAW GROUP

Avocats et notaires

Rhéal E. Teffaine, c.r.
Denis Labossière
Philippe Richer

247, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G6
Téléphone : 204 925-1900
Télécopieur : 204 925-1907
courriel : teflab@mymts.net

Cet espace est à votre disposition!

Informez-vous en composant le 204 237-4823

ABONNEZ-VOUS À LA LIBERTÉ Depuis 1913

OPTIONS OFFERTES

	Au Manitoba	Ailleurs au Canada
1 an	64,50 $ ❐	69,85 $ ❐
2 ans	107,35 $ ❐	119,70 $ ❐

Nom

Prénom

Adresse

Ville Province

Code postal Téléphone

Je choisis de payer par :

❐ Visa : ______________________ Expiration : ________

❐ MasterCard : ______________________ Expiration : ________

(inscrire le numéro de votre carte et la date d'expiration)

Chèque ou mandat poste :
(libellez votre chèque ou mandat de poste à l'ordre de *La Liberté*)
C.P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105 Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4

ACTUALITÉS

VIE ESTUDIANTINE

L'AEUSB divisée sur l'homosexualité

Une affiche favorisant la tolérance de la diversité sexuelle à l'Université de Saint-Boniface crée la division au sein du conseil d'administration de l'Association étudiante et conduit à la démission d'une des membres.


Wilgis AGOSSA
presse3@la-liberte.mb.ca



photo : Wilgis Agossa

Alors que l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface se trouve divisée par une affiche invitant à la tolérance de la diversité sexuelle, le représentant de l'Alliance allosexuelle-hétérosexuelle, Éric Friesen (à gauche) trouve l'occasion belle pour rouvrir la discussion. Au même moment, le président par intérim, Beydi Traoré (à droite) essaie d'éteindre le feu.

L'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface (AEUSB) vole-t-elle en éclats? Une question qui, elle aussi, divise comme d'autres sujets au sein de l'organisme. Alors que le président actuel, Abdellah Bezzahou a annoncé sa démission le 13 janvier pour des raisons « professionnelles » selon le communiqué de l'AEUSB, la représentante de la Faculté des arts et de la Faculté des sciences au sein de l'Association, Chloé Freynet-Gagné a, à son tour, présenté sa démission le 15 janvier mais pour d'autres raisons.

« Je trouve inadmissible et indéfendable qu'à la demande de certains représentants, l'AEUSB ait accepté de déplacer les lieux de travail de certains conseillers en raison de la présence d'affiches favorisant la tolérance de la diversité sexuelle », déclare-t-elle. En effet, le 13 janvier, les membres de l'AEUSB étaient en réunion. Une rencontre qui est devenue très vite houleuse en raison d'une affiche montrant deux hommes en train de s'embrasser. Cette affiche vise à sensibiliser à la tolérance de la diversité sexuelle au sein de l'Université. Cette affiche se trouvant dans le bureau de l'AEUSB est au cœur de la controverse.

Une affiche qui divise

« Il y a des gens dans le conseil qui n'étaient pas d'accord que cette affiche soit dans le bureau parce que c'était contre leurs valeurs et ils voulaient qu'on l'enlève », explique le représentant de l'Alliance allosexuelle-hétérosexuelle, Éric Friesen. Mais l'autre partie, la minorité au sein du conseil n'était pas de cet avis. « C'était un gros débat, raconte Chloé Freynet-Gagné. Ça a assez chauffé. On n'arrivait pas à un consensus alors, on a décidé que ceux qui sont en accord avec cette affiche-là restent et que ceux qui ne sont pas en accord aillent dans un autre bureau. »

« Le respect de la diversité est fondamental dans toute institution surtout dans une université qui est un lieu d'apprentissage et de savoir, affirme l'analyste politique, Michel Lagacé. Si on fait vraiment partie d'une université, on devrait accepter la différence. Ce n'est pas en fermant la porte ou en refusant de voir ces genres de choses qu'on va régler le problème. Je trouve cela très regrettable. »

« Je pense que c'est une décision qui n'aurait pas dû être prise, déplore Chloé Freynet-Gagné à son tour. Je respecte leurs valeurs cependant, je trouve que dans une association qui représente tous les étudiants, même si on n'est pas en accord avec ce que quelqu'un dit, on devrait défendre le droit de le dire et de l'afficher. »

De plus, la vision de l'AEUSB stipule que, « l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface s'assure de répondre à l'épanouissement et aux aspirations académiques, culturels, sociaux, spirituels, environnementaux et économiques des étudiantes et étudiants de l'Université de Saint-Boniface ».

Le président par intérim qui entrera officiellement en poste le 2 février prochain, Beydi Traoré assure aussi déplorer cette situation qui ternit l'image de l'AEUSB. Toutefois, il se dit confiant. « C'est juste des confrontations de valeurs. C'est le genre de choses qui arrivent à chaque fois qu'on est dans un conseil où il y a une certaine diversité. Mais c'est quelque chose avec lequel on peut travailler et essayer de faire changer les mentalités. »

Changer les mentalités, partout

Cette crise au sein de l'AEUSB, même si elle soulève les ardeurs, permet d' « ouvrir à nouveau la discussion », souligne Éric Friesen. Car, des propos et actes homophobes, il y en aurait aussi au-delà des murs de l'AEUSB. « On ne peut pas nier qu'il y a une forte présence d'homophobie dans notre institution », constate la professeure en éducation de la jeune enfance, Dominique Arbez. « C'est un fait, confirme le professeur à l'École de service social, David Alper. L'Université est un reflet de la société en général. »

« C'est pour cette raison que l'Alliance a besoin de continuer ses activités et de continuer la sensibilisation, insiste Dominique Arbez. C'est essentiel! » Même si les racines religieuses et les diversités culturelles sont parfois pointées du doigt, David Alper pense qu' « il faut éviter de voir les choses en noir et blanc. Des fois on a tendance à penser que le problème ce sont les étudiants qui viennent de l'étranger. Ce n'est pas une question d'eux et de nous. C'est juste un problème de société. Par exemple, l'affiche qui a provoqué cette controverse, c'était une étudiante dans mon cours, musulmane, qui a suggéré de monter un babillard avec cette affiche.

« On veut que l'Université soit inclusive pour tout le monde », renchérit-il. Un souhait que partage aussi Chloé Freynet-Gagné qui confie que c'est d'ailleurs le but de son geste de démission. « J'espère que cette démission-là ne va pas créer un froid entre les étudiants et l'association étudiante, mais va juste créer une discussion, affirme-t-elle. C'est une conversation à avoir. On ne peut pas laisser ça. Si c'est ça qui va faire parler les gens alors, tant mieux. »

D'ailleurs la discussion a déjà débuté. Beydi Traoré, en attendant de débuter officiellement son mandat, essaie de jouer au médiateur entre les deux parties au cœur de la polémique. « J'ai proposé à Chloé qu'on pourrait tenter de faire voter une loi lors de la prochaine Assemblée générale annuelle (AGA), confie-t-il. Cette loi dirait que chaque personne qui désire devenir membre de l'Association devra accepter les valeurs de tous. De cette façon, les situations du genre n'arriveront plus. »

Selon Michel Lagacé, faire voter une loi pour faire accepter les valeurs de tous « est difficile aussi. C'est comme si on essayait d'imposer un certain point de vue ».

« C'est une occasion d'apprendre sur la diversité et la respecter, renchérit-il. En acceptant que les autres soient différents, cela ne veut pas dire que ce sont nos valeurs mais il faut les respecter quand même. »

L'Alliance allosexuelle-hétérosexuelle de son côté redouble d'ardeur et profite de l'occasion pour sensibiliser et discuter avec qui veut l'entendre. « Je pense que dans un sens, c'est un mal pour un bien parce qu'il faut qu'on en parle », assure David Alper.

L'administration de l'Université observe de loin cette crise en ayant confiance que le problème se règlera de l'intérieur. « Si l'AEUSB relève certains défis au sein de son équipe, l'Université a toutefois confiance que le tout se règlera rapidement et professionnellement, a commenté le directeur des services aux étudiants, Christian Perron. L'Association est une entité indépendante, et l'Université de Saint-Boniface ne s'ingèrera pas dans ses affaires. Au besoin, elle offrira un soutien à l'AEUSB afin de minimiser tout impact sur les activités de l'établissement. »

Mais avant d'en arriver là, plusieurs étudiants et membres de l'Association étudiante ont les yeux tournés vers la prochaine assemblée générale de l'Association qui aura lieu le 11 février prochain. « Plus il y aura de gens présents, mieux ce sera, invite Chloé Freynet-Gagné. On peut toujours se plaindre que les choses vont mal mais si on n'agit pas, rien ne va arriver. Alors je souhaite voir le plus de gens là prêts à discuter. »


UN PARCOMÈTRE DÉMESURÉ DE 2,5 À 3 MÈTRES DE HAUTEUR EN ACIER INOXYDABLE, CEINT D'UNE CEINTURE FLECHÉE, ET À CÔTÉ, UN BLOC EN GRANITE OÙ SONT INDIQUÉES LES CONSÉQUENCES DU FAMEUX BILLET DE CONTRAVENTION DE GEORGES FOREST.
À L'ÉCOLE GEORGES-FOREST DE JOUALVILLE, ON SE SOUVIENT!
Cayouche La Liberté 1796

COMMISSION SCOLAIRE

Vers une liste électorale élargie?

Si les commissaires Réal Déquier et Patrick Fortier gagnent leur pari, la Commission scolaire franco-manitobaine pourrait bientôt entamer une révision de sa liste électorale.



Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM) votera, le 28 janvier prochain, sur deux motions qui, si adoptées, pourraient conduire à une révision, et un élargissement, de la liste électorale.

Déposées le 17 décembre dernier par les commissaires Réal Déquier et Patrick Fortier, les deux motions préconisent, respectivement, l'établissement d'un comité ad hoc chargé d'examiner le processus électoral, et l'élargissement de la liste électorale après consultations publiques, pour inclure toutes les personnes qui s'identifient comme appartenant à la communauté franco-manitobaine.

« La révision de la liste électorale ne s'est pas faite depuis plusieurs années déjà, rappelle Réal Déquier. Une consultation publique serait de mise, à mon avis. Elle pourrait se faire aisément, puisque la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) entamera justement des visites des communautés scolaires en vue de bien élaborer sa prochaine planification stratégique.

« Avant tout, l'heure est venue d'inclure toute personne s'identifiant à la communauté francophone à notre liste électorale, poursuit-il. Au début, on ne permettait que les parents. Aujourd'hui, on inclut les anciens et les parents des anciens. J'estime qu'il nous faut une vision encore plus globale. »

En outre, Réal Déquier soutient que les élections des commissaires de la DSFM devraient se faire le même jour que les autres élections scolaires et municipales. « Lorsque nos élections n'ont pas lieu le même jour, ça porte à la confusion », déclare-t-il.



photo : Daniel Bahuaud

Le commissaire scolaire Réal Déquier.

Le commissaire Patrick Fortier abonde dans le même sens. « La motion que j'ai déposée préconise la création d'un comité pour explorer la question, rappelle-t-il. Mais en bout de ligne, je préconise un élargissement complet de la liste électorale. Lors des dernières élections, tenues en octobre 2014, des grands-parents auraient souhaité voter. C'est naturel. Ils se sont souciés pendant des décennies de l'éducation en français. L'éducation est d'intérêt global, et il incombe à tous d'avoir le droit de vote. »

Diplômé de la DSFM, Michel Durand-Wood se réjouit des deux propositions. « Lors des dernières élections, ma conjointe ne pouvait pas voter, parce qu'il n'était pas permis aux conjoints des diplômés de voter, souligne-t-il. J'ai eu recours à une pétition, mais sans réussir à convaincre la CSFM d'élargir la liste avant les élections. À mon avis, ces deux motions sont des pas dans la bonne direction. Elles pourront faire avancer le dossier. En 2018, lors des prochaines élections, ma conjointe pourra voter, parce que notre enfant fréquentera une école de la DSFM. Si la liste est complètement élargie, les familles ne connaîtront plus les soucis que nous avons eus. Tout le monde devrait avoir le droit de voter. »

RADIO UNIVERSITAIRE

En ondes!

La radio des médias étudiants de l'Université de Saint-Boniface (USB) est de nouveau en ondes. Les émissions ont repris ce 19 janvier avec une grille de programmation plus enrichie et diversifiée. « On va pouvoir enfin entendre la radio dans les corridors de l'Université, se réjouit le coordonnateur du Service d'animation culturelle à l'USB, Yan Dallaire. Ça fait longtemps que la radio n'a pas vécu de façon régulière. »

« On a déjà nos équipes d'animateurs et animatrices prêts et enthousiastes pour faire le travail », assure la gestionnaire d'Action médias qui coordonne désormais les médias étudiants, Sandra Poirier. En effet, quatre équipes de deux personnes sont constituées. Chaque équipe a un concept d'émission présenté et approuvé par les responsables. L'une des animatrices, Laissa Armelle Pamou, ne cache pas sa joie de pouvoir prendre le micro pour présenter ses émissions. « La radio, c'est un moyen d'expression et j'aime beaucoup m'exprimer surtout quand il s'agit de transmettre de la bonne humeur ou des enseignements. J'adore. »

Laissa Armelle Pamou co-animera deux émissions. L'une, ***Parlons-en***, est « une émission de débats et de discussions » et l'autre, ***Entre les corridors***, une émission de divertissement. « Pour cette émission, ce sera aux auditeurs de faire la radio, explique-t-elle. Ils pourront nous faire parvenir des messages avec des dédicaces et propositions de musique adressées à des personnes bien particulières. »

Par ailleurs, la radio a, à nouveau, signé un contrat pour des diffusions sur les ondes de la radio communautaire Envol 91 FM. Ces diffusions débuteront au mois de février, le temps que les nouveaux animateurs s'approprient assez bien le micro.

W. A.

SAINT-LAURENT

Vers un centre interprétatif métis?

Rêve caressé depuis 2004, un Centre interprétatif métis à Saint-Laurent pourrait voir le jour, grâce à l'Institut Smithsonian de Washington.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca



photo : Daniel Bahuaud
Guy Préfontaine, avec un croquis du Centre interprétatif métis, projet initialement élaboré en 2004.

L'idée de construire un Centre interprétatif métis à Saint-Laurent, projet d'abord proposé en 2004, a de nouveau vu le jour, le 17 décembre dernier, lors d'une présentation de l'architecte Guy Préfontaine au nouveau conseil de la Municipalité rurale de Saint-Laurent, élu en octobre dernier.

En effet, selon l'architecte de la firme GPP Architecture, le Centre interprétatif métis est « une idée dont l'heure est venue ». « Le projet a d'abord été présenté en mars 2004, alors que le célèbre Institut Smithsonian, situé à Washington, la capitale américaine, préparait son exposition sur les Métis pour le Musée national de l'Indien d'Amérique, qui fait partie des musées du Smithsonian, explique Guy Préfontaine. Or avec la clôture, en 2014, de cette exposition, le Smithsonian nous a indiqué que nous pourrions avoir accès à ce matériel, puisque Saint-Laurent était un élément important de l'exposition. C'est donc dire qu'un Centre interprétatif métis abriterait dès son ouverture une exposition de calibre international. »

Tel que conçu en 2004, le Centre interprétatif métis serait doté de salles d'exposition, d'un amphithéâtre, d'une serre chaude, d'un petit zoo pour enfants et d'une éolienne. En 2004, les coûts projetés se chiffraient à quelque 14 millions $. L'architecte indique qu'en 2015, le projet coûterait environ 18 millions $. « Le terrain proposé pour le Centre interprétatif longe le lac Manitoba, indique-t-il. Or depuis les inondations de 2011, on doit tenir compte d'un niveau d'eau potentiel beaucoup plus élevé. Il y aurait donc des modifications à la structure, bien que l'élévation de l'emplacement proposé soit déjà bien supérieure à d'autres endroits sur les berges du lac. »

La préfète de la Municipalité rurale de Saint-Laurent, Cheryl Smith, estime pour sa part que le projet est « une bonne idée, fort intéressante ». « S'il y a un élément qui pourrait faire accélérer les choses, c'est l'accès à l'exposition du Smithsonian, fait-elle remarquer. En fait, avant même de penser au Centre interprétatif, il faudra trouver un endroit pour entreposer ces archives. Quant au Centre d'interprétation lui-même, reste à voir si nous pourrons le réaliser dans un délai rapide, étant donné le niveau élevé de l'eau sur le lac Manitoba. Chose certaine, il faut songer au développement à long terme de la communauté. Alors on mettra sur pied un comité municipal pour étudier le dossier, surtout le plan d'affaires qui avait été dressé en 2004. »

Guy Préfontaine, quant à lui, se dit très optimiste. « Des bailleurs de fonds ont été identifiés, souligne-t-il. Et je suis convaincu qu'on pourra solliciter la participation des gouvernements provincial et fédéral. »

L'architecte et la Municipalité rurale de Saint-Laurent sont censés se rencontrer à nouveau d'ici quelques semaines.

SAINT-LAURENT

Les pêcheurs disparaissent

Face au niveau d'eau toujours élevé du lac Manitoba, les résidents de Saint-Laurent craignent de nouvelles inondations, une pollution accrue du lac, et la disparition de la pêche commerciale.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Une rencontre publique, tenue le 15 janvier dernier à Saint-Laurent, par un comité de la Province chargé d'examiner les directives entourant l'utilisation des infrastructures de contrôle des inondations, a permis aux résidents de Saint-Laurent d'exprimer leurs inquiétudes quant au niveau élevé de l'eau du lac Manitoba et son impact sur l'environnement.

« Le niveau d'eau actuel est de

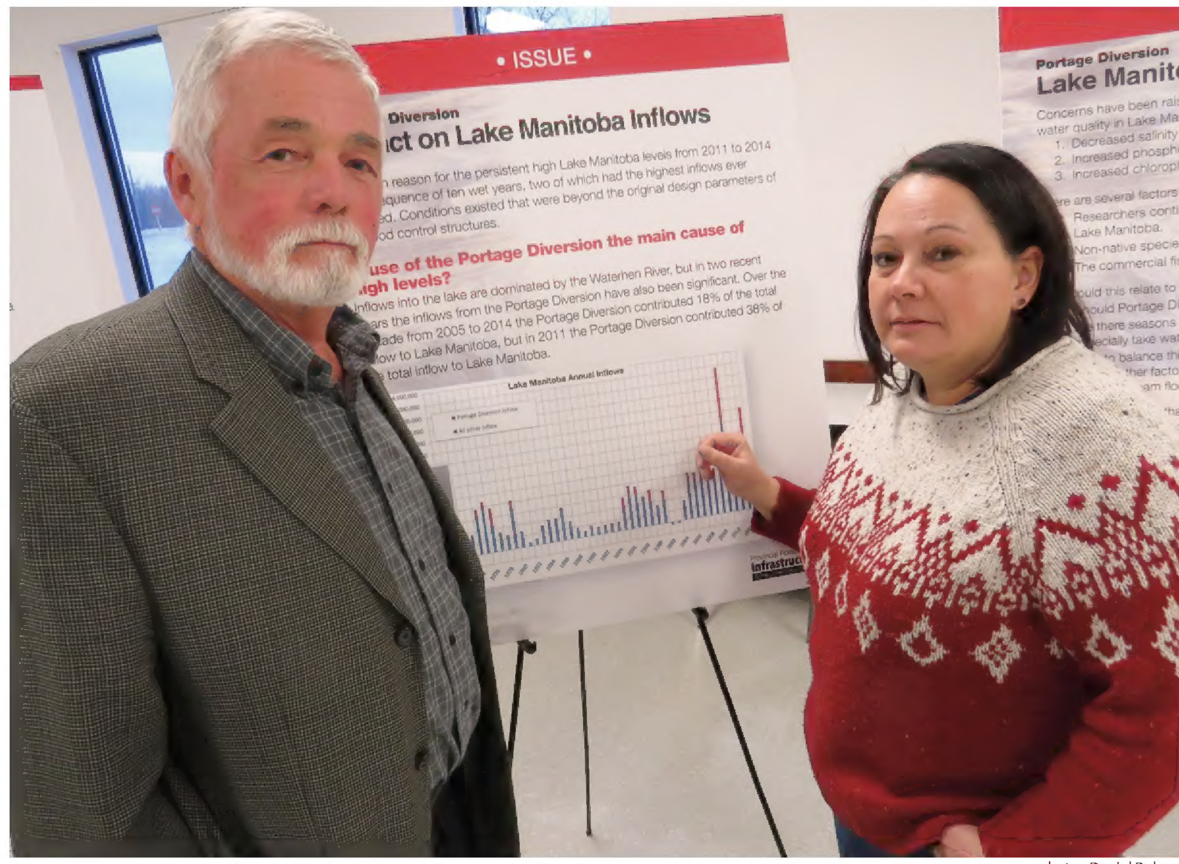


photo : Daniel Bahuaud

Le président du Comité sur les infrastructures provinciales de contrôle des inondations, Ronald Westdal et la préfète de la Municipalité rurale de Saint-Larent, Cheryl Smith, lors de la rencontre du 15 janvier, qui avait lieu à Saint-Laurent, où il a beaucoup été question de la qualité de l'eau du lac Manitoba, une situation qui affecte la pêche commerciale depuis les inondations de 2011.

813,4 pieds au dessus du niveau de la mer, rappelle la préfète de la Municipalité rurale de Saint-Laurent, Cheryl Smith. Pour janvier, c'est très inquiétant. En fait, officiellement, on est inondés. L'écluse de Fairford, qui jette de l'eau du lac Manitoba dans le lac Saint-Martin, ne compense pas le débit d'eau qui nous arrive des rivières Waterhen et Whitemud, ainsi que de la rivière Assiniboine par le biais du canal de dérivation de Portage. Le niveau continue de monter. »

Le Comité sur les infrastructures provinciales de contrôle des inondations a pour mission d'évaluer l'emploi que fait la Province de l'écluse de Fairford ainsi que des canaux de dérivation des rivières Assiniboine et Rouge. « Notre but est d'offrir au gouvernement une liste de mesures possibles pour mieux contrôler les niveaux d'eau dans les vallées de l'Assiniboine et de la Rouge, ainsi que du lac Manitoba, indique le président du Comité, Ronald Westdal. Pour ce faire, nous avons visité les communautés de Selkirk, de Portage-la-Prairie, de Saint-Laurent, de Saint-Adolphe et de Winnipeg. Le 21 janvier, nous serons à Ashern. Le grand défi, en tâtant le pouls de ces communautés, c'est que les besoins et les priorités sont différents, et parfois en conflit. Un agriculteur à l'Est de Portage-la-Prairie voudra qu'on verse plus d'eau, au printemps, dans le canal de dérivation de Portage. Pour les éleveurs et les pêcheurs commerciaux du lac Manitoba, c'est



photo : Daniel Bahuaud

Le président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Manitoba, Alain Gaudry.

tout le contraire qui est préconisé. Et puis les communautés autochtones, qui vivent en aval du réseau hydrologique, ne veulent pas subir des inondations fréquentes. »

« C'est une épée à deux tranchants, reconnaît Cheryl Smith. On ne veut pas faire descendre le niveau du lac Manitoba aux dépends des gens du lac Saint-Martin. Mais on ne peut pas rester à risque d'inondation jusqu'à ce que le nouveau canal permanent de dérivation du lac Saint-Martin soit complété – son ouverture est prévue pour 2020! »

Pour le résident de Saint-Laurent, Jack King, la rencontre était « un exercice futile ». « Le gouvernement est sincère dans ses intentions, mais il n'y a rien à faire en attendant la construction du nouveau canal, estime-t-il. La Province ne peut pas contrôler le niveau du lac Manitoba avec les infrastructures actuelles. »

La fin de la pêche?

Entre-temps, les pêcheurs de Saint-Laurent estiment que leurs jours sont comptés. « On parle beaucoup du niveau d'eau, mais il faut parler de la qualité de l'eau, lance le président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Manitoba, Alain Gaudry. En plus d'avoir jeté des quantités alarmantes de phosphates dans le lac, le canal de dérivation de Portage a permis au brochet de s'y introduire aussi. C'est un poisson très agressif. Depuis l'inondation de 2011, nos pêcheurs ne peuvent presque plus attraper du doré, du doré noir et de la perchaude. Avant l'inondation, on comptait 50 pêcheurs à Saint-Laurent. Maintenant, ils sont six. Je ne les blâme pas d'avoir abandonné. Un doré vaut entre 1,50 $ et 2 $. Pourquoi pêcher un brochet qui vaut 40 cents? Par conséquent, la communauté a facilement perdu deux millions $ en revenus annuels. »

Même son de cloche chez Yves Breton. « Je pêche à Saint-Laurent durant l'été et l'automne, mais pour vivre, je suis allé faire de la pêche commerciale aux Territoires du Nord-Ouest, sur le Grand lac des Esclaves, explique-t-il. Sans quoi, je ne pourrais pas vivre. »

D'où le besoin criant, selon Cheryl Smith, d'une étude de l'impact environnemental du canal de dérivation de Portage sur le lac Manitoba. « Si on continue, on va tuer le lac, déclare-t-elle. À quoi bon faire baisser le niveau de l'eau si nous perdons notre industrie de pêche, et si des infestations d'algues comme celles qui ont affecté le lac Winnipeg viennent détruire l'attrait de Saint-Laurent comme endroit de villégiature? »



CAP SUR

Saint-Pierre-Jolys

En ce début d'année 2015, *La Liberté* souhaite mettre à l'honneur les citoyens de municipalités rurales francophones qui ont œuvré ou vécu toute une vie dans et pour leur village. Cette semaine... cap sur Saint-Pierre-Jolys!

par Camille GRIS ROY

Une belle vie à Saint-Pierre

Le résident et natif de Saint-Pierre-Jolys, Luc Dandenault, est à l'origine d'une institution du village : le restaurant Le Routier. C'est aussi lui qui, avec un groupe d'amis, a lancé l'idée des Folies Grenouilles.



Luc Dandenault raconte ses souvenirs de Saint-Pierre-Jolys.

Luc Dandenault, 82 ans, a vécu toute sa vie à Saint-Pierre-Jolys. « En fait je suis né à trois milles de Saint-Pierre, mais dès que j'ai eu l'âge d'aller à l'école, vers quatre ou cinq ans, nous avons déménagé au village », raconte-t-il. Aîné d'une famille de sept enfants – quatre filles et trois garçons – Luc Dandenault a grandi dans une maison de la route 59, à la sortie du village juste après le petit pont. « C'était commode, on pouvait marcher à l'école; c'était un bel endroit. Mes parents avaient une ferme laitière quand on était jeunes, et on trayait une quinzaine de vaches. On avait 200 acres : maintenant c'est peu mais à l'époque c'était une bonne ferme. » La maison familiale appartient désormais à sa fille, qui y élève quelques chevaux. Luc Dandenault, lui, a construit sa propre demeure sur le terrain voisin. Il y habite depuis qu'il s'est marié, à l'âge de 22 ans, et c'est là que sa femme Irene et lui ont élevé leurs quatre enfants.

Contrairement à beaucoup d'autres de sa génération, Luc Dandenault a choisi de faire sa vie et sa carrière à Saint-Pierre. « Saint-Pierre promettait beaucoup pour la province. Le village était reconnu parce que beaucoup de garçons étaient envoyés au Collège de Saint-Boniface pour faire leurs études. À l'époque, le curé Sabourin encourageait les jeunes pour l'éducation. Alors beaucoup de professionnels venaient du village, mais la plupart sont allés s'établir dans des plus gros centres. » Les circonstances de la vie ont fait que Luc Dandenault, lui, est resté. « - Moi je suis un des seuls de mon âge de Saint-Pierre qui est encore ici. Mais j'ai fait une belle vie ici! »

Luc Dandenault peut d'ailleurs se vanter d'avoir été à l'origine de deux institutions typiquement saint-pierroises. La première, c'est le restaurant Le Routier, sur la route 59. « J'ai commencé ça avec mon beau-frère il y a des années de ça. On s'était rendu compte qu'il n'y avait rien sur la route 59 pour arrêter manger. Dans le temps c'était encore une autoroute de gravel, mais il y avait quand même beaucoup de monde qui passait. Alors on s'est dit qu'on devrait vendre des hot-dogs et des hamburgers, et on a fait ça la première année, l'été. Puis mon beau frère est parti à Saskatoon, mais moi j'ai continué et comme j'ai vu que les affaires marchaient de mieux en mieux j'ai décidé de construire un vrai restaurant, qui serait ouvert à l'année longue. » C'est là qu'est né Le Routier. « On a eu beaucoup de succès avec le restaurant, dit Luc Dandenault. On l'a agrandi trois fois! Moi, j'ai pris ma retraite à 53 ans et maintenant c'est ma fille qui a repris l'affaire, ça fonctionne encore très bien. »

Le Routier est maintenant un lieu de passage caractéristique du village.

Un autre symbole qui vient à l'esprit, quand on pense à Saint-Pierre, c'est le festival des Folies Grenouilles. Et Luc Dandenault n'y est pas étranger : en fait, l'ancien restaurateur a fait partie du groupe fondateur du festival, en 1970. « Je me rappelle qu'à l'époque, l'équipe des Expos de Montréal était partie jouer en Californie, il y avait une compétition de baseball. Dans les médias, on les appelait les « *Frogs* », parce que c'était des Canadiens-français. Puis en même temps, j'avais entendu parler d'une histoire de saut de grenouilles quelque part. On a parlé de toutes ces idées-là, et on est finalement arrivés au concept du festival de sauts de grenouilles. Près de 50 ans plus tard, ça tourne encore! » Lorsque la première édition du festival a été lancée, la Reine Elizabeth II était d'ailleurs en visite à Saint-Pierre. « Sauf qu'on a eu plus de monde pour le festival que pour la reine, même les journalistes s'intéressaient plus à ça! »

Un village qui se maintient

De nombreuses initiatives ont vu le jour à Saint-Pierre-Jolys au fil du temps, Le Routier et les Folies Grenouilles en sont deux exemples. Le temps a passé, la route 59 a finalement été pavée. Mais pour Luc Dandenault, le village de son enfance ressemble toujours beaucoup au village d'aujourd'hui. « Quand on y regarde bien, on s'aperçoit que la population n'a pas tant changé que ça. Les familles sont plus petites maintenant, c'est sûr : avant, il y avait des familles de sept ou douze enfants. Mais la vie du village est restée la même. »

L'ancien restaurateur raconte que déjà dans son temps, Saint-Pierre proposait tous les services essentiels. « On avait de tout : pharmacie, magasin, avocats. ». À 82 ans, Luc Dandenault vit toujours une vie agréable dans le village. « Je m'occupe bien. On a par exemple le Club Jolys pour les personnes retraitées : les matins, les hommes se rencontrent, pour jouer aux cartes et au billard. Et ma famille ne reste pas très loin.

« On fait une belle vie ici. Je crois que le monde est fier de Saint-Pierre », conclut-il.

CAP SUR

Saint-Pierre-Jolys

par Camille GRIS ROY

Saint-Pierre et l'esprit d'entraide

À Saint-Pierre-Jolys, Roger et Cécile Lesage sont très impliqués dans les activités de la communauté. Le couple s'occupe notamment de deux initiatives importantes au village : le Village Connection et le centre sportif Physique Plus


Cécile et Roger Lesage sont impliqués dans les activités communautaires de Saint-Pierre-Jolys.

À Saint-Pierre-Jolys, Cécile et Roger Lesage sont reconnus pour être impliqués dans de nombreux projets communautaires. À présent, le couple donne de son temps à deux initiatives en particulier : le magasin de seconde main Village Connection et le centre de conditionnement Physique Plus. C'est l'occasion de souligner l'importance des ces institutions au village de Saint-Pierre.

Village Connection

« Le Village Connection est un magasin d'articles usagés, explique Cécile Lesage, qui y est bénévole. L'idée, c'est de vendre des articles à prix très réduits. Les gens viennent déposer des dons d'objets – vêtements, vaisselle, meubles, jouets, livres, etc. – au magasin. Puis on s'occupe de les remettre en état, de les étiqueter et de les préparer à la revente. »

Le Village Connection est entièrement géré par des bénévoles. « Et le plus important, indique Cécile Lesage, c'est que les profits retournent entièrement à la communauté. L'argent va à différentes causes, selon les besoins du moment. Ça peut être pour la santé, pour les enfants, les personnes âgées. On a déjà aidé toutes sortes de projets : par exemple les pompiers, et le centre récréatif aussi, qui avait besoin de nouveau mobilier. » Depuis près de 30 ans, les bénévoles de Village Connection portent un projet : celui d'aider à améliorer la qualité de vie des gens de la communauté. « Qualité de vie. C'est ça le mot-clé », souligne Cécile Lesage. Anciennement connu sous le nom de « La Boutique », le Village Connection a changé d'appellation pour refléter la réalité du magasin, qui bénéficie en fait à toute la région autour de Saint-Pierre. « L'idée derrière le nom actuel, c'est que c'est un magasin qui connecte tous les villages de la région ensemble. On s'entraide tous. »

Coopérative sportive

Roger Lesage, pour sa part, s'occupe notamment du centre de conditionnement communautaire de Saint-Pierre, le Physique Plus, dont il préside le conseil d'administration. « On a commencé ça en l'an 2000, raconte-t-il. Depuis le début, l'administration est complètement gérée par des bénévoles; même les entraîneurs, les gens qui nettoient, tout le monde est bénévole. Et le principe c'est que c'est une coopérative : donc tout le monde est propriétaire. Ça marche mieux pour un petit village comme on a. » Le centre de conditionnement, ouvert 24 h sur 24, compte maintenant autour de 225 membres, âgés de 16 ans à 86 ans. Tout comme le Village Connection, le centre Physique Plus permet de tisser des liens entre les différentes communautés de la région. « On attire des gens d'en dehors, de Saint-Malo, Landmark, Morris par exemple », dit Roger Lesage.

Le succès du centre aura finalement mené à des agrandissements, en 2014. « Les sections de physiothérapie et massothérapie sont maintenant déménagées dans le centre. Tout va bien, et tout le monde est content. C'est vraiment un centre pour tout le monde dans la communauté, et c'est familial. Le but est tout simplement de promouvoir une certaine vision de la santé. »

Projets multiples

La participation de Roger et Cécile Lesage dans les activités communautaires de Saint-Pierre-Jolys ne s'arrête certainement pas là. Leur dévouement a d'ailleurs été reconnu par le Village : le couple fait en effet partie du groupe de « bénévoles par excellence » de Saint-Pierre. « Ils sont très impliqués, depuis plus de 40 ans, raconte la mairesse Mona Fallis. Ils ont siégé sur à peu près tous les comités. » Les Lesage ont par exemple fait partie de comités en lien avec l'église, et ils ont été au comité en charge du festival des Folies Grenouilles pendant 25 ans.

Avec leur gîte, Le Château des Sages, situé à l'entrée du village sur la route 59, Roger et Cécile Lesage contribuent aussi d'une certaine manière à promouvoir le tourisme à Saint-Pierre. Voilà maintenant 12 ans qu'ils ont décidé de reconvertir une partie de leur maison en un petit appartement, qu'ils louent à des visiteurs de passage au village. « On a du monde qui vient de partout : du Québec, de l'Ontario, du Michigan, et aussi de France, de Norvège, annonce Roger Lesage. Ce sont souvent des gens qui ont des enfants dans le coin qu'ils viennent visiter, ou bien des couples qui veulent prendre un congé de la grande ville. » Loger chez les Lesage peut ainsi être une bonne façon de découvrir Saint-Pierre.

Enfin de manière générale, en ce qui concerne leurs activités bénévoles, Cécile et Roger Lesage disent que l'esprit d'entraide fait partie de l'esprit de Saint-Pierre. « Surtout à l'échelle d'une petite communauté comme la nôtre, c'est important que tout le monde s'entraide. Il y a beaucoup de gens ici qui donnent de leur temps pour ça. »